

Synthèse de la séance – « Et si 2027 ressemblait à 2026 ? »

18.08.2026

Après une introduction qui retraçait les conditions météorologiques de cette première partie d'année 2026, la séance s'est déroulée en deux temps. Les 17 participants ont d'abord été invités à revenir sur leur vécu et à identifier les principales vulnérabilités de leur exploitation si des conditions similaires devaient se prolonger ou se répéter. Dans un second temps, la réflexion s'est concentrée sur les adaptations possibles à court terme, leurs conditions de mise en œuvre et les éventuels freins ou possibilités d'entraide entre exploitations. Le travail en petits groupes a permis de confronter les expériences et de faire émerger quelques stratégies d'adaptation. Ces échanges reflètent le vécu et les réflexions des participants présents à la séance et ne sont donc pas exhaustifs au regard des quelque 40 exploitations participant au projet RISC.

1. Un premier semestre 2026 révélateur des vulnérabilités

Les échanges montrent que les conditions du premier semestre 2026 n'ont pas affecté toutes les exploitations de la même manière. En production animale, les vulnérabilités concernent principalement la sécurisation des ressources nécessaires au troupeau (fourrage, pâturage et eau) ainsi que la gestion du stress thermique, avec des conséquences susceptibles de se prolonger au-delà de la période sèche. En production végétale, la vulnérabilité dépend davantage de la capacité des cultures et des parcelles à supporter les conditions climatiques, avec des différences marquées selon les sols, leur réserve en eau, les cultures et les choix d'implantation.

Les premiers résultats de l'année restent toutefois contrastés. Les premières coupes de prairie ont été plutôt bonnes dans plusieurs situations et les rendements de certaines céréales satisfaisants, même si leur qualité protéique a parfois été pénalisante. À l'inverse, certaines cultures ou parcelles se sont révélées beaucoup plus sensibles, notamment les semis tardifs de maïs. L'impact de la sécheresse sur les prairies naturelles ou pluriannuelles est, quant à elle, encore à observer.

Pour les exploitations d'élevage, les inquiétudes portent désormais davantage sur la suite de la saison : repousse des herbages, production de fourrages complémentaires et capacité à anticiper les besoins. Le stress thermique est également apparu comme une vulnérabilité importante, touchant à la fois les animaux (baisse de la performance, boiterie, pneumonie) et les personnes. Les difficultés d'abreuvement, le manque d'ombre dans les parcs et les courettes SRPA non ombragées a notamment été relevé. La question de leur couverture se pose également dans la situation inverse, lors de fortes précipitations, afin de limiter les volumes d'eau supplémentaires à gérer dans les fosses. La réorganisation des tâches et des horaires de travail lors des fortes chaleurs ainsi que la pression morale liée à l'incertitude de la saison ont également été évoquées.

En production végétale, les différences observées entre parcelles soulignent particulièrement le rôle du sol, du sous-sol et de leurs réserves en eau. Certains secteurs ou systèmes semblent avoir mieux résisté à la sécheresse que d'autres. Ces observations rappellent l'intérêt de s'inspirer du fonctionnement naturel des milieux et surtout de choisir la bonne culture au bon endroit, afin de mieux valoriser le potentiel de chaque parcelle.

2. Préparer 2027 : des marges de manœuvre existent encore

Si 2027 devait connaître des conditions similaires, plusieurs adaptations peuvent encore être engagées rapidement. Les discussions ont principalement porté sur les possibilités de sécuriser les ressources fourragères pour la fin de l'année, de conserver davantage de flexibilité dans les décisions et de mieux répartir les risques pour la prochaine campagne.

Dans les systèmes d'élevage, la priorité immédiate est la **sécurisation du système fourrager**, en mobilisant les ressources disponibles pour terminer 2026 tout en anticipant les besoins de l'année suivante. Plusieurs pistes ont été évoquées : planter des dérobées fourragères sur des surfaces disponibles chez d'autres agriculteurs, pâturer des prairies qui ne l'étaient pas jusqu'ici (avec les contraintes d'organisation, de sécurisation des parcs et de déplacement du bétail que cela implique), ou encore compléter au pâturage pour diminuer la pression sur l'herbage et mieux identifier le moment où la ressource devient insuffisante. La valorisation comme fourrage de pommes de terre ou de betteraves non reprises par les filières de transformation constitue une autre possibilité.

La **gestion des ressources disponibles** peut également être affinée durant l'hiver. Les échanges ont notamment porté sur la possibilité de raisonner plus finement les rations hivernales, afin d'économiser les stocks et de mieux valoriser les aliments disponibles. Le calcul du coût des aliments par unité d'énergie ou de protéine pourrait à ce titre être approfondi lors d'une séance spécifique. La place des prairies extensives a également été questionnée dans certaines exploitations lorsque celles-ci ne permettent pas de sécuriser suffisamment la quantité et la qualité du fourrage. La souscription d'une assurance sécheresse pour les cultures fourragères a également été évoquée, sous réserve de l'évolution des primes et de la capacité financière des exploitations.

Cette recherche de marges de manœuvre concerne aussi les **engrais de ferme et les capacités de stockage**. Leur meilleure valorisation permettrait de diminuer la dépendance aux engrais du commerce. Le recours temporaire à des capacités de stockage disponibles chez d'autres exploitations peut apporter davantage de flexibilité, tout comme l'anticipation des épandages afin d'éviter de se retrouver bloqué par des excès d'eau automnaux. Lorsque les capacités individuelles sont insuffisantes, la mutualisation peut également constituer une réponse, par exemple pour disposer en commun de structures légères de stockage du fourrage, telles que des tunnels, sous réserve des autorisations nécessaires.

Pour **2027**, plusieurs propositions visent à mieux échelonner les risques. En **production fourragère**, les pistes évoquées comprennent notamment de nouvelles prairies avec de la luzerne, ou d'autres espèces plus tolérantes à la sécheresse, comme le sorgho multicoupe. Le recours à différents mélanges d'intercultures fourragères ainsi que la diversification des dates de semis et des précocités du maïs permettraient de ne pas exposer l'ensemble des ressources fourragères aux mêmes conditions climatiques au même stade de développement. Les discussions n'ont ainsi pas fait ressortir de « culture miracle », mais plutôt différentes combinaisons possibles selon les exploitations.

Pour les **grandes cultures**, les propositions portent également sur la diversification des dates de semis, des variétés ou des mélanges variétaux. Un questionnement a eu lieu sur le maintien de certaines cultures particulièrement exposées. La possibilité de conserver une certaine **flexibilité dans la destination des cultures** a également été évoquée : selon les conditions, les besoins et les débouchés, une production peut parfois trouver une valorisation fourragère alternative (en

vert ou ensilage ou lieu du grain, en fourrage au lieu d'une valorisation pour l'alimentation humaine). Les échanges ont par ailleurs souligné l'intérêt de raisonner le niveau d'intensification d'une culture telle que les céréales en fonction du risque économique et de rechercher une utilisation plus efficiente des intrants, notamment de l'azote.

Les échanges ont également porté sur la **gestion des liquidités**. Dans un contexte incertain, réduire ou reporter certains investissements importants peut permettre de conserver une marge financière pour faire face aux imprévus ou saisir les opportunités qui pourraient encore se présenter au cours de l'année.

Ces possibilités restent toutefois étroitement liées aux **débouchés disponibles**. Modifier un assolement, introduire une nouvelle culture ou changer sa destination suppose de pouvoir la valoriser. Les marchés et les filières conditionnent donc une partie des choix possibles, tandis que les complémentarités entre exploitations peuvent en ouvrir d'autres.

L'**entraide entre exploitations** est revenue à plusieurs reprises dans les discussions : contrats plus durables entre producteurs et acheteurs de fourrage, mise à disposition temporaire de surfaces pour produire des dérobées ou d'autres fourrages, utilisation et échange de semences fermières lorsque certaines semences deviennent difficiles à obtenir, ou encore partage de capacités de stockage pour les fourrages et les engrais de ferme.

Enfin, certaines adaptations concernent directement l'organisation quotidienne de l'exploitation. Outre l'adaptation des horaires de pâturage, les participants ont évoqué la nécessité d'**adapter les horaires de travail lors des fortes chaleurs**, lorsque les travaux et les contraintes familiales le permettent.

3. Ce qu'une exploitation ne peut pas improviser lorsque la sécheresse arrive

Depuis 2022, le projet RISC travaille avec les exploitations sur des adaptations dont certaines nécessitent plusieurs années pour être mises en place ou produire leurs effets. Les discussions de cette séance ont fait ressortir plusieurs de ces éléments.

C'est notamment le cas de l'**approvisionnement en eau**. Récupérer les eaux de pluie, disposer de réserves suffisantes et d'un système pratique de distribution pour l'abreuvement du bétail ou rechercher des sources complémentaires nécessitent généralement des études, des investissements et parfois des autorisations.

La question se pose également pour les **capacités de stockage**. Disposer de davantage de place pour conserver du fourrage ou pour gérer les engrais de ferme offre une marge supplémentaire lorsque les conditions s'écartent d'une année habituelle. En 2026, le maintien plus important du bétail à la crèche peut par exemple entraîner une production de fumier et de lisier qu'il faudra entreposer. À court terme, des capacités disponibles chez d'autres exploitations peuvent être mobilisées ; à plus long terme, les échanges ont questionné la marge de stockage à prévoir dans les infrastructures.

Les **sols et les agroécosystèmes** s'inscrivent également dans un temps plus long. Augmenter la matière organique, maintenir une couverture des sols, améliorer la gestion de l'eau à la parcelle, favoriser les habitats pour les auxiliaires de cultures ou développer l'agroforesterie font partie des pistes discutées, mais leurs effets se construisent progressivement. Un arbre planté aujourd'hui

pourra apporter de l'ombrage ou modifier le microclimat dans quelques années, mais pas dès l'été prochain.

Les **bâtiments et aménagements d'élevage** ont également été évoqués : isolation et ventilation, couleur claire des façades, création d'ombrage ou couverture temporaire des courettes SRPA, cette dernière pouvant à la fois apporter de l'ombre aux animaux et limiter les volumes d'eau à gérer lors des périodes très pluvieuses.

Enfin, certains échanges ont porté sur des choix plus directement liés au **système de production**, notamment sur le dimensionnement du cheptel et des surfaces fourragères. La proposition a été faite de raisonner ces surfaces sur la base des rendements moyens et des besoins du troupeau, plutôt que de les réduire au profit des grandes cultures lorsque les stocks sont suffisants. Les excédents des bonnes années constituent une réserve pour les années moins favorables. Ceci peut également être valable pour les exploitations sans ou avec peu de bétail, afin de mettre à disposition des fourrages lors de périodes tendues. À plus long terme, la sélection d'animaux plus tolérants à la chaleur a également été évoqué.

4. La suite dans RISC

Depuis le début du projet, différentes adaptations ont été mises en place ou testées dans les exploitations RISC, à plusieurs niveaux du système de production. **Les conditions rencontrées en 2026 constituent désormais une occasion d'observer comment ces choix et les systèmes mis en place se comportent face à une situation climatique particulièrement contraignante.**

La suite de 2026 et la campagne 2027 permettront de poursuivre cette observation avec les agriculteurs, d'identifier les adaptations qui apportent effectivement une plus-value dans les conditions rencontrées et celles qui nécessitent encore d'être ajustées. **Ces observations alimenteront directement les enseignements de la dernière phase du projet RISC.**